

Questions orales

[Français]

L'ADMINISTRATION

ON DEMANDE QUI PARLE AU NOM DU GOUVERNEMENT

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens). Hier, le ministre a dit que le gouvernement canadien considère garantir un pourcentage fixe du marché canadien aux industries canadiennes du textile, des vêtements et de la chaussure. A Bonn, le premier ministre veut inciter les pays riches à ouvrir les frontières aux produits des pays du Sud. On a vu dans le dossier Domtar le peu d'influence du ministre. Si les engagements du premier ministre sont maintenus, il est clair que le ministre nous conte encore de la «salade». Le ministre dit une chose, le premier ministre dit une autre chose. Ma question, monsieur le Président, est la suivante: Qui parle au nom du gouvernement?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, en réponse au député, puis-je lui signaler que la remarque en question s'appliquait simplement à une discussion générale sur les industries qui sont en perte de vitesse au Canada? J'ai alors signalé que, après des entretiens avec les représentants de l'industrie textile, de la construction navale et d'autres secteurs analogues, nous avons jugé qu'il importait d'adopter des perspectives à plus long terme, à l'horizon de l'an 2000 par exemple. Nous aimerions savoir—et nous essayons de nous renseigner par nos entretiens—ce dont les entreprises estiment avoir besoin du gouvernement pour les encourager à construire des usines, à créer des emplois pour les Canadiens. C'est la principale préoccupation du gouvernement et j'espère que l'opposition officielle nous accordera un soutien accru pour permettre aux Canadiens de retourner au travail.

Des voix: Bravo!

* * *

[Français]

LE TEXTILE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. David Berger (Laurier): Monsieur le Président, compte tenu du fait que le dialogue Nord-Sud, une politique établie par l'ancien gouvernement libéral, est maintenu par le premier ministre actuel, le ministre a-t-il l'intention de renforcer l'Office canadien du renouveau industriel dans le prochain Budget pour permettre aux régions qui ont du textile de se moderniser et de se convertir aux technologies nouvelles, ce qui permettrait au premier ministre de maintenir ses engagements envers les pays en voie de développement?

[Traduction]

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, au sujet de l'Office dont a parlé mon honorable ami, j'aimerais bien connaître son

opinion, car ses collègues, tandis qu'ils étaient au pouvoir, proposaient de repousser les délais jusqu'au 31 mars prochain. Est-ce encore la position de l'opposition officielle?

M. Turner (Vancouver Quadra): Quelle est votre position? Vous êtes ministre.

* * *

LES AFFAIRES INDIENNES

LES CRÉDITS ACCORDÉS AUX ORGANISMES AUTOCHTONES

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Même si le premier ministre a affirmé que les programmes autochtones ne seraient pas touchés, des organismes provinciaux, comme le Conseil des Indiens du Yukon, n'ont pas encore reçu de fonds pour l'année en cours. Étant donné que le groupe de travail mis sur pied par le vice-premier ministre a recommandé de mettre la pédale douce au règlement des revendications territoriales globales, nombre d'organismes indiens se demandent si le retard apporté au financement des programmes n'est pas le fruit de la politique du nouveau gouvernement et s'ils doivent s'attendre à des compressions. Le ministre peut-il assurer à la Chambre et aux Indiens, que les crédits accordés au Conseil des Indiens du Yukon et aux autres organismes indiens, resteront les mêmes?

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Monsieur le Président, pour répondre à la question du député, je lui rappellerai à lui et à la Chambre que le montant des crédits a été approuvé par le Conseil des Indiens du Yukon. Lundi dernier, j'ai eu un entretien avec le directeur régional de mon ministère à Vancouver. Nous avons entrepris l'examen définitif de toutes les questions à ce moment-là. La semaine prochaine, le ministre des Affaires indiennes du Nord canadien et moi-même comptons bien annoncer les modalités du programme de financement d'autres organismes.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au Secrétaire d'État.

M. Crosbie: Vous avez coupé votre barbe.

M. Manly: C'est vrai. Vous aussi, John.

Le secrétaire d'État peut-il nous assurer qu'il n'a pas l'intention de réduire le financement des organismes provinciaux et territoriaux, en offrant davantage aux bandes au détriment de ces organismes?

L'hon. Walter McLean (secrétaire d'État): Monsieur le Président, je rappelle au député que le premier ministre a publié un exposé de principes à ce sujet. Les nouvelles directives que le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien ou moi-même allons annoncer seront conformes au cadre défini par le premier ministre.